

UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

Bras de fer académique



On s'assoit, et on attend bien sagement l'université, la vraie ... (photo: Christian Mosar)

L'Université du Luxembourg se développe doucement, mais les embûches ne manquent pas: manque de personnel, de moyens financiers et d'expérience.

La progression continue du non dans les sondages précédant le référendum en avait étonné plus d'un. On se disait: le Luxembourg est un pays fondateur, il est le plus europhile de tous. Riche, il profite comme nulle autre nation des institutions européennes. Que s'est-il donc passé?

L'étonnement général révèle qu'en fait nous ne connaissons pas notre propre pays, notre propre société. Le Luxembourg a beau être un mini Etat, il n'en est pas moins complexe. Or, comment connaître un pays, si celui-ci ne s'est jamais véritablement doté des outils nécessaires à son propre entendement?

Pourtant, la recherche fondamentale en sciences sociales existe aussi au Luxembourg. Du moins, elle ne manque pas de personnes déterminées et volontaires. Mais ce n'est pas suffisant. L'UDL ne dispose actuellement que de deux politologues engagés par un contrat à durée déterminée jusqu'en 2006. Ceux-ci ne savent plus vraiment où donner de la tête. Philippe Poirier, l'un des deux, explique: "Nous sommes submergés de travail. En plus du projet pour lequel nous avons été engagés, on nous demande d'assumer des responsabilités de recherche et d'enseignement et tout ce que fait un professeur classique."

Du travail et du capital

Difficile de travailler sans les ressources humaines minimales. Michel Pauly, médiéviste et enseignant-chercheur à l'UDL, partage le constat de manque de personnel: "Pour les seuls bachelors et masters dans le département des sciences humaines, il faudrait au moins sept professeurs qui pourraient ainsi exécuter 70 pour cent du travail". Actuellement, ils ne sont que trois, un-e quatrième les rejoindra une fois le processus de recrutement terminé. Mais engager du personnel enseignant ne suffit pas: il faut aussi embaucher des assistant-e-s, ce qui est au programme. Revenant d'une session du Conseil de gouvernance réuni à

Reykjavik, le recteur Rolf Tarrach a annoncé que chaque nouvelle embauche d'un enseignant-chercheur sera accompagnée de celle d'un-e assistant-e. S'y ajoutera une dizaine d'assistant-e-s pour les professeur-e-s déjà en fonction.

Sans les moyens financiers conséquents, le développement de l'UDL n'est pas assuré. Disposant actuellement d'un budget très insuffisant d'une trentaine de millions d'euros, Rolf Tarrach a demandé au gouvernement une augmentation supplémentaire de 52 pour cent, élevant ainsi les fonds disponibles à 49,5 millions. Interrogé par le woxx, le ministre de l'enseignement supérieur, François Biltgen, assure soutenir cette revendication, précisant toutefois que "l'augmentation définitive sera fonction de la pertinence des demandes formulées par l'université".

Au-delà de ces rallonges, le recteur veut aussi pouvoir travailler dans la durée. L'incertitude au niveau de la planification représente en effet un écueil important. D'où sa proposition d'établir un plan étalé sur quatre années. Jusqu'à présent, les ressources financières de l'UDL dépendaient des négociations budgétaires annuelles de l'Etat.

Exit les rumeurs autour de sa démission: le catalan Rolf Tarrach semble désormais déterminé à mener sa mission à bien. Il serait en train de s'installer définitivement au Luxembourg, après avoir mis en vente sa propriété dans son Espagne natale. Mais la tâche est loin d'être aisée. Devant s'appuyer sur une structure administrative trop faible, il concède que "nous devons travailler avec une incertitude immense".

Conscient de ces faiblesses, Jean-Paul Lehnert, vice-recteur, explique qu'"une université ne se construit pas en quelques mois". Un chercheur nord-américain de passage à l'UDL avait d'ailleurs énoncé la maxime selon laquelle la mise en place d'une université normale nécessite dix ans et qu'il faut en compter quinze pour en avoir une bonne.

L'absence de tradition universitaire au Luxembourg se reflète dans la vie même de l'établissement. Si pendant le débat précédant le vote du projet de loi instituant l'UDL, bon nombre de critiques se focalisaient sur le trop-plein de pouvoir accordé au recteur - "Hannibal-Rector", comme l'avait surnommé l'ancien député Robert Garcia -, il faut désormais constater que ce pouvoir bute sur une instance bien plus puissante: le Conseil de Gouvernance.

Opacité et incompétence

Au sein de l'UDL, ils ne sont pas peu à estimer que cet organe a dû combler le vide laissé par la mort inopinée du premier recteur François Tavenas. La nature ayant horreur du vide, ce serait le conseil lui-même, et en particulier le commissaire de gouvernement qui y siège avec voix consultative, qui aurait repris dans la pratique les fonctions du rectorat.

D'aucuns estiment en effet que le Conseil de gouvernance, qui travaille dans la plus complète opacité, n'est pas le meilleur avocat de l'université. Trois des sept membres avec voix effective - dont une seule femme - ne sont pas issus du milieu universitaire: on y retrouve l'administrateur-délégué de Telindus, le directeur général de Saint-Paul ainsi que Raymond Kirsch, ancien directeur de la BCEE et actuel président de la Bourse de Luxembourg. C'est d'ailleurs à ce dernier qu'a été confiée la présidence de l'instance. Trois autres membres viennent d'universités étrangères: Genève, Liège et Reykjavik.

Les reproches à l'égard du conseil ne sont pas des moindres: absentéisme fréquent de certains membres, dilettantisme - des dossiers de projets soumis par des professeurs sont critiqués sans avoir été lus - et autoritarisme. Plus grave, la présence de représentants de l'économie fait craindre à certains enseignants des conflits d'intérêts malsains.

Pour l'instant, le recteur se veut rassurant: "Nous travaillons avec le Conseil de gouvernance de manière positive et constructive. Si nos relations n'étaient pas bonnes, ce serait très mauvais pour l'université". Même son de cloche de la part de la vice-rectrice, Adelheid Ehmke: "L'époque des conflits avec le conseil est révolue".

Ces déclarations sont peut-être sincères, mais elles sentent drôlement la méthode Coué. Qu'importe, le recteur semble avoir pu faire quelques pas en avant à Reykjavik. Le petit monde de l'UDL reste sceptique, tout en réservant une certaine confiance à Rolf Tarrach. Peut-être se répète-t-on l'adage suivant: "Le Catalan fait sortir le pain même des pierres".

David Wagner

Nordstad: Gemeinsames Feeling

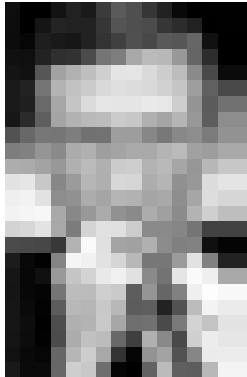
Seit 5 Jahren bemüht sich die "Denkfabrik Nordstad" um eine engere Kooperation zwischen den fünf Gemeinden Ettelbrück, Diekirch, Erpeldange, Schieren und Bettendorf. Am Donnerstag stellte sie die Resultate einer Ilres-Umfrage vor. Danach ist das Nordstad-Konzept vor allem älteren LuxemburgerInnen in der Region Diekirch-Ettelbrück ein Begriff, während es der portugiesischen Bevölkerung eher unbekannt ist. Jugendliche verbinden es vor allem mit der bekanntesten Initiative der Denkfabrik, dem Late-Night-Bus. Allgemein ist die Zustimmung zu einer verstärkten Zusammenarbeit der fünf Kommunen groß: Vor allem im Sozialwesen, beim Transport oder der Energieversorgung, wünschen sich 80 bis 90 Prozent der Befragten eine größere interkommunale Kooperation. Sogar für die Fusion der fünf Gemeinden zu einer "neuen urbanen Nordstad-Gemeinde" gibt es eine Mehrheit. "Bereits bei den nächsten Gemeindewahlen 2011 möchte eine knappe Mehrheit (54 Prozent) einen Nordstad-Bürgermeister wählen," so heißt es von Seiten der Denkfabrik. Eine "Good Will"-Konvention zwischen den fünf genannten Gemeinden, laut der gemeinsame politische und städtebauliche Strukturen weitergetrieben werden sollen, wird am heutigen Freitag unterzeichnet.

Noten für die Quoten

Die Mode, an PolitikerInnen und Parteien Noten zu vergeben, hat auch die Frauenbewegung erfasst. Der Cid-Femmes hat im Vorfeld der Gemeindewahlen eine Art Zwischenzensur für jene Parteien erstellt, deren KandidatInnenlisten größtenteils feststehen. Die CSV habe ihr Ziel verfehlt, 33 Prozent Frauen auf jeder Liste zu platzieren, heißt es dort. Sie müsse sich fragen lassen, ob sie diese Vorgabe wirklich ernst meine. Einfacher macht es sich die Leistung-statt-Spaß-Partei DP und lehnt das Prinzip Frauenquote grundsätzlich ab. Bei der Aufstellung ihrer Listen will die DP nur die Qualität und Kompetenz der KandidatInnen berücksichtigen. Beide Parteien erreichen immerhin eine knappe "genügend". Eine "Datz" dagegen gibt es für die LSAP, die auch mit dem 33-Prozent-Ziel angetreten ist. Der Cid-Femmes lobt die paritätisch besetzte Liste in der Hauptstadt, befürchtet aber, "dass der Schüler LSAP den Anschluss verpasst". Nur die Grünen finden Gnade vor den strengen FeministInnen-Augen: Zwar haben sie ihr hochgestecktes Ziel von 50 Prozent nicht in allen Gemeinden erreicht, doch im Mittel laufen sie allen anderen Parteien den Rang ab: Note "gut"!

Summer in the City

Äh, stöhn, es ist Sommer und heiß. Besonders heiß ist es in den woxx-Lokalen. Der Lärmpegel in der Avenue de la Liberté erlaubt nur sporadisches Lüften, aber bei geschlossenen Fenstern sind die Temperaturen wenig arbeitsförderlich. In den woxx-Versammlungen zücken manche schicke Fächer, andere wedeln sich mit alten woxx-Exemplaren etwas Kühlung zu. Aber beim Schreiben und Layouten ist für solche Utensilien keine Hand frei. Seit Jahren diskutieren wir über technisch effizientere Maßnahmen. Nachdem das Für und Wider in puncto Klimaanlage wiederholt durchgenommen wurde, stand fest: Wir fühlen uns Kyoto verpflichtet, Energiefresser kommen nicht in Frage. Letztendlich fand sich ein Konsens für den Alternativen Ventilator. Zu spät allerdings, denn die heißesten Tage des Jahres sind fast schon wieder vorbei, und einschlägige Geschäfte melden ausverkauft. Kleiner Trost: Angeblich sind diese tollen Geräte im Winter viel billiger zu erstehen... Tja, da heißt es wohl wieder: Weiterschwitzen bis zum Herbst. Mal sehen, ob im Dezember noch jemand an den geplanten Ventilatorenkauf denkt.



Après une période d'abattement, Rolf Tarrach, recteur de l'UDL, affiche désormais sa détermination.